

JOURNAL



OFFICIEL

de la

République Démocratique du Congo

Cabinet du Président de la République

Kinshasa – 1^{er} octobre 2003

SOMMAIRE

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

13 mars 2003 – Loi n° 008/03 portant modification de l'Ordonnance-loi n° 69-058 du 05 décembre 1969 relative à l'impôt sur le chiffre d'affaires, col. 2.

Exposé des motifs, col. 2.

Loi, col. 3.

18 mars 2003 – Loi n° 009/03 relative à l'évaluation en douane des marchandises

Exposé des motifs, col. 4.

Loi, col. 5.

18 mars 2003 – Loi n° 010/03 portant modification de l'Ordonnance-loi n° 68/010 du 06 janvier 1968 relative aux droits d'accises et de consommation et au régime des boissons alcooliques

Exposé des motifs, col. 16.

Loi, col. 16.

GOUVERNEMENT

Ministère de l'Intérieur, Décentralisation et Sécurité

24 septembre 2003 – Arrêté Ministériel n° 066/2003 portant enregistrement d'un parti politique, col. 18.

Ministère de la Justice et Garde des Sceaux

20 mars 2003 – Arrêté Ministériel n° 314/CAB/MIN/J&GS/2003 accordant la personnalité juridique à l'association sans but lucratif dénommée congrégation des serviteurs de la charité» (Oeuvre Bienheureux Luigi Guanella), col. 18.

03 avril 2003 – Arrêté Ministériel n° 339/CAB/MIN/J&GS/2003 accordant la personnalité juridique à l'association sans but lucratif dénommée «Sœurs du Cœur Immaculé de Marie de Kananga», col. 19.

03 avril 2003 – Arrêté Ministériel n° 342/CAB/MIN/J&GS/2003 accordant la personnalité juridique à l'association sans but lucratif dénommée « Missionnaires de la Charité au Congo », col. 20.

30 mai 2003 – Arrête Ministériel n° 413/CAB/MIN/J&GS/2003 accordant la personnalité juridique à l'association sans but lucratif dénommée « Sœurs de Sainte Marie de Matadi » en sigle « S.S.M.M. », col. 21.

21 juin 2003 – Arrêté Ministériel n° 452/CAB/MIN/J&GS/2003 approuvant la nomination des personnes chargées de l'administration ou de la direction de l'association sans but lucratif dénommée « Archidiocèse de Bukavu », col. 22.

23 juin 2003 – Arrêté Ministériel n° 457/CAB/MIN/J&GS/2003 accordant la personnalité juridique à l'association sans but lucratif dénommée « Sœurs Somasques » (Filles de Saint Jérôme), col. 23.

24 juin 2003 – Arrête ministériel n° 467/CAB/MIN/J&GS/2003 accordant la personnalité juridique à l'association sans but lucratif dénommée « Congrégation des Missionnaires de la Mère Laura », col. 24.

24 juin 2003 – Arrête Ministériel n° 473/CAB/MIN/J&GS/2003 approuvant la modification apportée aux statuts et la nomination d'une personne chargée de l'administration ou de la direction de l'association sans but lucratif « Pie Madri Della Nogrizia », col. 25.

28 juin 2003 – Arrêté Ministériel n° 500/CAB/MIN/J&GS/2003 accordant la personnalité juridique à l'association sans but lucratif dénommée « Centre Evangélique la Présence de Dieu » en sigle « C.E.P.D. », col. 25.

Ministère de la Justice

23 septembre 2003 – Arrête Ministériel n° 519/CAB/MIN/J&GS/2003 abrogeant l'Arrête Ministériel n° 187/CAB/MIN/J&GS/2002 du 11 novembre 2002 modifiant partiellement l'Arrête n° 60/CAB/MIN/J&GS/2001 du 06 décembre 2001 approuvant la nomination des personnes chargées de l'administration ou de la direction de l'association sans but lucratif confessionnelle dénommée « Eglise du Christ au Congo/31^{ème} Communauté presbytérienne au Congo » en sigle « ECCE/31^{ème} CPC », col. 27.

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Loi n° 008/03 du 13 mars 2003 portant modification de l'Ordonnance-loi n° 69-058 du 05 décembre 1969 relative à l'impôt sur le chiffre d'affaires*Exposé des motifs*

La présente loi, vise d'une part, à mettre l'impôt sur le chiffre d'affaires (ICA) en cohérence avec le nouveau tarif des droits et taxes à l'importation, et d'autre part, à introduire le principe de la déductibilité de l'ICA payée sur les consommations intermédiaires des entreprises de production.

La nouvelle structure de l'ICA à l'importation et à l'intérieur se présente comme suit :

- le taux de 3% :
 - sur les biens d'équipement ;
 - sur les intrants agricoles et d'élevage ;
 - sur les machines automatiques pour traitement de l'information.
- le taux de 13% sur tous les autres produits.

Ce projet a le mérite de consacrer la déductibilité de l'ICA perçue à l'importation des matières premières et des biens intermédiaires sur le montant dû au titre de l'ICA à l'intérieur proportionnellement aux quantités réellement mises en œuvre.

Ainsi donc, les entreprises transformatrices seront protégées contre la double imposition de l'ICA.

Cette déductibilité concerne aussi bien les entreprises de grandes tailles que les PME et PMI, en vue d'établir l'équité fiscale et renforcer leur compétitivité.

L'ICA de 3% à l'importation n'est pas déductible.

Telle est l'économie de la présente loi portant modification de l'Ordonnance-loi n° 69/58 du 05 décembre 1969.

Loi

L'Assemblée Constituante et Législative-Parlement de Transition a adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1^{er} :

Les articles 6 et 13 point 4a, de l'Ordonnance-loi n° 69-058 du 05 décembre 1969 relative à l'impôt sur le chiffre d'affaires sont modifiés et complétés comme suit :

« Article 6 : les taux de l'impôt sur le chiffre d'affaires à l'importation sont fixés à :

- 3%, pour les biens d'équipement et les intrants agricoles, vétérinaires et d'élevage ; et
- 13%, pour les autres produits »

« Article 13 point 4a : les taux de l'impôt sur le chiffre d'affaires à l'intérieur sont fixés comme suit :

4° ventes :

- a).1. 3%, pour les biens d'équipement et les intrants agricoles, vétérinaires et d'élevage ; et
2. 13%, pour les autres produits »

Article 2 :

Le *littera* a) du premier point de l'article 14 est supprimé.

Article 3 :

L'impôt sur le chiffre d'affaires perçues sur les matières premières et les biens intermédiaires, est déductible du montant dû au titre de l'impôt sur le chiffre d'affaires à l'intérieur proportionnellement aux quantités réellement mises en œuvre.

Sans préjudice des dispositions de l'alinéa premier, l'impôt sur le chiffre d'affaires aux taux de 3% due à l'importation n'est pas déductible.

Article 4 :

Les modalités d'application de la déductibilité visée à l'article 3, alinéa premier seront déterminées par voie réglementaire.

Article 5 :

Sont abrogées, toutes les dispositions antérieures contraires à la présente loi.

Article 6 :

La présente loi entre en vigueur à la date de sa promulgation.

Fait à Kinshasa, le 13 mars 2003.

Joseph Kabila

Loi n° 009/03 du 18 mars 2003 relative à l'évaluation en douane des marchandises

Exposé des motifs

La présente loi vise à l'introduire dans la législation douanière congolaise, les dispositions de l'accord sur la mise en œuvre de l'article VII de l'accord général sur les Tarifs Douaniers et le

Commerce (GATT).

Depuis le 24 avril 1995, la République Démocratique du Congo (RDC) est membre originel de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Cette organisation a été créée, en lieu et place du GATT, à l'issue des négociations multilatérales de l'Uruguay Round (20 septembre 1986-15 avril 1994).

De cette qualité de membres découle pour la RDC, l'engagement de respecter les accords multilatéraux de GATT de 1994/OMC, dont l'Accord de mise en œuvre de l'article VII de l'Accord Général sur les tarifs douaniers et le commerce.

Ce dernier accord détermine la valeur en douane des marchandises importées, laquelle sert de base imposable pour le calcul des droits et taxes à l'importation. Cette valeur est la valeur transactionnelle, c'est-à-dire, le prix effectivement payé ou à payer pour les marchandises, lorsqu'elles sont vendues pour l'exportation à destination du pays d'importation, après ajustements éventuels.

Pour la détermination de cette valeur, l'accord prévoit six méthodes à savoir :

- la valeur transactionnelle des marchandises importées ;
- la valeur transactionnelle des marchandises identiques ;
- la valeur transactionnelle des marchandises similaires ;
- la valeur déductible ;
- la valeur calculée ;
- la méthode du dernier recours ou des «okdes moyens raisonnables»

L'introduction des dispositions de cet accord dans la législation congolaise entraînera la modification de l'article 43 du 29 janvier 1949 coordonnant et révisant le régime douanier. Cet article se réfère à la définition de la valeur de Bruxelles (DVB) pour la détermination de la valeur en douane. En effet, cette dernière est définie comme étant la valeur normale des marchandises au lieu de provenance augmentée des frais d'emballage, de transport, d'assurance et de commission, des droits et taxes de sortie acquittés à l'étranger et tous les autres frais nécessaires pour l'importation jusqu'au lieu d'introduction en RDC.

Une telle définition a l'inconvénient de laisser aux agents de vérification plus de manœuvres dans la détermination de la valeur en douane. Souvent ils se versent dans l'arbitraire en imposant des prix fictifs au détriment opérateurs économiques. Ce qui ne favorise pas les échanges internationaux.

Ainsi au mois de juin 2000, par le biais de son ambassadeur auprès du royaume de Belgique, la République Démocratique du Congo a dénoncé la convention sur la valeur (Définition de la valeur de Bruxelles), en sigle DVB, en déposant les instruments de dénonciation au Ministère Belge des affaires Etrangères qui, à son tour, a notifié au Secrétaire Général de l'Organisation Mondial des Douanes (OMD) la dénonciation de la RDC.

Une année après sa notification à Monsieur le Secrétaire Général de l'organisation Mondial des Douanes (juin 2000 à juin 2001), cette dénonciation de la DVB est devenue effective. Le système d'évaluation des marchandises selon la définition de la valeur de Bruxelles est donc abandonnée en RDC au profit du système de l'OMC (article VII de l'accord. Cet article prévoit en effet que les membres assurera, au plus la date de l'entrée en application de l'Accord, la conformité de ses lois, règlements et procédures administratives avec les dispositions de celle-ci.

Le délai de cinq ans dont disposait la RDC pour l'application de cet accord ayant expiré depuis le 31 décembre 1999, la présente loi permettra l'intégration des dispositions de l'accord susmentionné dans la législation congolaise.

Loi

L'Assemblée Constituante et Législative Parlement de Transition a adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

TITRE I : Dispositions préliminaires

Article 1^{er} : Définitions

1. Au sens de la présente loi, on entend par :

- a) « Accord » : l'accord relatif à la mise en œuvre de l'article VII de l'Accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce (GATT) de 1994.
 - b) « Commissions d'achat » : des sommes versées par un importateur à son agent pour le service qui a consisté à le représenter à l'étranger en vue de l'achat des marchandises à évaluer.
 - c) « Lieu d'importation » dans le territoire douanier de la République Démocratique du Congo
 - I. le port du débarquement pour les marchandises acheminées par voie maritime ;
 - II. le premier bureau de douane pour les marchandises acheminées par voie ferrée ou voie routière ;
 - III. l'aéroport de débarquement pour les marchandises acheminées par voie aérienne ;
 - d) « Marchandises identiques » : des marchandises qui sont les mêmes à tous égards, y compris les caractéristiques physiques, la qualité et la réputation. Des différences d'aspects mineurs n'empêchent pas des marchandises conformes par ailleurs à la définition d'être considérées comme identiques ;
 - e) « Marchandises similaires » : des marchandises qui, sans être pareilles à tous égards, présentent caractéristiques semblables, et sont composées de matières semblables, ce qui leur permet de remplir les mêmes fonctions et d'être commercialement interchangeables. La qualité des marchandises, leur réputation et l'existence d'une marque de fabrique ou de commerce sont au nombre des facteurs pris en considération pour déterminer si des marchandises sont similaires ;
 - f) « Marchandises de la même nature ou de la même espèce » : des marchandises classées dans un groupe ou une gamme de marchandises produites par une branche de production ; elles comprennent des marchandises identiques ou similaires ;
 - g) « Marchandises produites » : également les marchandises cultivées, fabriquées ou extraites ;
 - h) « Personnes » : les personnes physiques et/ou morales ;
 - i) « Valeur en douane des marchandises importées » : la valeur des marchandises déterminées en vue de la perception des droits de douane ad valorem sur les marchandises importées ; elle constitue la base imposable pour l'application des tarifs des droits et taxes.
2. Aux fins de la présente loi, les personnes ne sont réputées être liées que :
- a) si l'une fait partie de la direction ou du conseil d'administration de l'entreprise de l'autre ;
 - b) si elles ont juridiquement la qualité d'associés ;

- c) si une personne quelconque possède, contrôle ou détient directement ou indirectement cinq pour cent ou plus des actions ou parts émises avec droit de vote, de l'une et de l'autre ;
 - d) si l'une d'elle contrôle directement ou indirectement ;
 - e) si toutes deux sont directement ou indirectement contrôlées par une tierce personne ; ou
 - f) si elles sont membres de la même famille ;
3. Aux fins de la présente loi, les personnes qui sont associées en affaires entre elles du fait que l'une est l'agent, le distributeur ou le concessionnaire exclusif de l'autre, quelle que soit la désignation employée, sont réputées être liées si elles répondent à l'un des critères énoncés au paragraphe 2 du présent article.

Article 2 : Champ d'application

La présente loi s'applique à l'évaluation en douane des marchandises à l'importation.

Titre II :

Règles d'évaluation en douane des marchandises importées

Chapitre 1 : Importation définitive

Article 3 : Valeur en douane des marchandises importées

1. La valeur en douane des marchandises importées est déterminée par application de l'article 4 chaque fois que les conditions prévues par ce même article sont remplies.
2. Lorsque la valeur en douane des marchandises importées ne peut être déterminée par application de l'article 4, elle est déterminée par application successive des dispositions des articles 6, 7, 8, 9, ou 10.
3. Toutefois, à la demande de l'importateur, l'ordre d'application des articles 8 et 9 peut être inversé moyennant autorisation préalable et écrite de la douane, sous réserve des dispositions prévues à l'article 24.

Article 4 : Valeur transactionnelle des marchandises importées

1. La valeur en douane des marchandises importées, déterminée par application du présent article, est la valeur transactionnelle, c'est-à-dire le prix effectivement payé ou à payer pour les marchandises lorsqu'elles sont vendues pour l'exportation à destination du territoire douanier de la République Démocratique du Congo, après ajustement conformément aux dispositions de l'article 5, pour autant :
 - a) qu'il n'existe pas de restriction concernant la cession ou l'utilisation des marchandises par l'acheteur, autres que des restrictions qui :
 - I. sont imposées ou exigées par la loi ou par les autorités publiques en République Démocratique du Congo,
 - II. limitent la zone géographique dans laquelle les marchandises peuvent être revendues, ou
 - III. n'affectent pas substantiellement la valeur des marchandises ;
 - b) que la vente ou le prix n'est pas subordonné à des conditions ou des prestations dont la valeur n'est pas déterminable pour ce qui se rapporte aux marchandises à évaluer ;
 - c) qu'aucune partie du produit de toute revente, cession ou utilisation ultérieure des marchandises par l'acheteur ne revient directement ou indirectement au vendeur, sauf si un ajustement approprié peut être opéré en vertu des dispositions de l'article 5 ; et
 - d) que l'acheteur et le vendeur ne sont pas liés ou, s'ils le sont, que la valeur transactionnelle est acceptable à des fins douanières en vertu des dispositions du paragraphe 2 du présent article.

2. a) Pour déterminer si la valeur transactionnelle est acceptable aux fins d'application du paragraphe 1 du présent article, le fait que l'acheteur et le vendeur sont liés au sens de l'article 1^{er} ne constitue pas en soi un motif suffisant pour considérer la valeur transactionnelle comme inacceptable. Dans un tel cas, les circonstances propres à la vente sont examinés, et la valeur transactionnelle admise pour autant que ces liens n'ont pas influencé le prix.

Si, compte tenu des renseignements fournis par l'importateur ou obtenus d'autres sources, l'administration des douanes a des motifs de considérer que les liens ont influencé le prix, elle communique ses motifs à l'importateur et lui donne une possibilité raisonnable de répondre. Si l'importateur le demande, les motifs lui sont communiqués par écrit.

Dans une vente entre personnes liées, la valeur transactionnelle sera acceptée et les marchandises seront évaluées conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article lorsque l'observateur démontre que ladite valeur est très proche de l'une des valeurs ci-après se situant au même moment ou à peu près au même moment :

- I. Valeur transactionnelle lors de ventes, à des acheteurs non liés, de marchandises identiques ou similaires pour l'exploitation à destination de la République Démocratique du Congo ;
- II. Valeur en douane de marchandises identiques ou similaires, telle qu'elle est déterminée par application des dispositions de l'article 8 ;
- III. Valeur en douane de marchandises identiques ou similaires, telle qu'elle est déterminée par application des dispositions de l'article 9.

Dans l'application des critères qui précèdent, il est dûment tenu compte des différences démontrées entre les niveaux commerciaux, les quantités, les éléments énumérés à l'article 5, et les coûts supportés par le vendeur et l'acheteur ne sont pas liés et qu'il ne supporte pas lors de ventes dans lesquelles le vendeur et l'acheteur sont liés.

b) Les critères énoncés au paragraphe 2.b) s'utilisent à l'initiative de l'importateur, et à des fins de comparaison seulement. Des valeurs de substitution ne peuvent être établies en vertu du paragraphe 2.b).

3. a. Le prix effectivement payé ou à payer est le paiement total effectué ou à effectuer par l'acheteur au vendeur, ou au bénéfice de celui-ci, pour les marchandises importées. Le paiement ne doit pas nécessairement être fait en argent. Il peut être fait par lettres de crédit ou instruments négociables. Il peut s'effectuer directement ou indirectement.

Le prix effectivement payé ou à payer comprend tous les paiements effectués ou à effectuer, comme condition de la vente des marchandises importées, par l'acheteur au vendeur, ou par l'acheteur à une tierce partie pour satisfaire à une obligation de vendeur.

b. Les activités entreprises par l'acheteur pour son propre compte, autres que celles pour lesquelles un ajustement est prévu à l'article 5, ne sont pas considérées comme un paiement indirect au vendeur, même si l'on peut considérer que le vendeur en bénéficie ou qu'elles ont été entreprises avec son accord, et leur coût n'est pas ajouté au prix effectivement payé ou à payer pour la détermination de la valeur en douane des marchandises importées.

4. La valeur en douane ne comprend pas les frais ou coûts ci-après, à la condition qu'ils soient distincts du prix effectivement payé ou à payer pour les marchandises importées :

- a. Frais relatifs à des travaux de construction, d'installation de montage, d'entretien ou d'assistance technique entrepris après l'importation en ce qui concerne des marchandises importées, telles que des installations, des marchandises ou du matériel industriel ;
- b. Coût du transport après l'importation ;
- c. Droits et taxes en République Démocratique du Congo.

5. Le prix effectivement payé ou à payer s'entend du prix des marchandises importées. Ainsi, les transferts de dividendes et les autres paiements de l'acheteur au vendeur qui ne se rapportent pas aux marchandises importées ne font pas partie de la valeur en douane.

Article 5 : Ajustements

1. Pour déterminer la valeur en Douane par application des dispositions de l'article 4, on ajoute au prix effectivement payé ou à payer pour les marchandises importées :

a. les éléments suivants, dans la mesure où ils sont supportés par l'acheteur mais n'ont pas été dans le prix effectivement payé ou à payer :

- I. Commissions et frais de courtage, à l'exception des commissions d'achat ;
- II. Coût des contenants traités, à des fins douanières, comme ne faisant qu'un avec la marchandise ;
- III. Coût de l'emballage, comprenant aussi bien la main-d'œuvre que les matériaux ;

b. La valeur, imputée de façon appropriée, des produits et services ci-après lorsqu'ils sont fournis directement indirectement par l'acheteur, sans frais ou à coût réduit, et utilisés lors de la production et de la vente pour l'exportation des marchandises importées, dans la mesure où cette valeur n'a été incluse dans le prix effectivement payé ou à payer :

- I. Matières, composants, partis et éléments similaires incorporés dans les marchandises importées ;
- II. Outils, matrices, moules et objets similaires utilisés pour la production des marchandises importées ;
- III. Matières consommées dans la production des marchandises importées ;
- IV. Travaux d'ingénierie, d'étude, d'art et de désignation, plans et croquis exécutés ailleurs qu'en République Démocratique du Congo et nécessaires pour la production des marchandises importées ;

c. Les redevances et les droits de licence relatifs aux marchandises à évaluer que l'acheteur est tenu d'acquitter, soit directement soit indirectement, en tant que condition de la vente des marchandises à évaluer, dans la mesure où ces redevances et droits de licence n'ont pas été inclus dans le prix effectivement payé ou à payer ;

d. La valeur de toute partie du produit de toute revente, cession ultérieure des marchandises importées qui revient directement ou indirectement au vendeur ;

- I. Les frais de transport des marchandises importées jusqu'au port ou lieu d'importation ;
- II. Les frais de chargement, de déchargement et de manutention connexes au transport des marchandises importées jusqu'au port ou lieu d'importation ; et
- III. Le coût de l'assurance des marchandises importées jusqu'au port ou lieu d'importation.

2. Tout élément qui est ajouté, par application des dispositions du présent article, au prix effectivement payé ou à payer doit être fondé exclusivement sur des données objectives et quantifiables.

3. Pour la détermination de la valeur en douane, aucun élément n'est ajouté au prix effectivement payé ou à payer, à l'exception de ceux qui sont prévus par le présent article.

Article 6 : Valeur transactionnelle des marchandises importées identiques

1. a. Si la valeur en douane des marchandises importées ne peut être déterminée par application des dispositions de l'article 4, la valeur en douane est la valeur transactionnelle des marchandises identiques, vendues pour l'exportation à destination de la République Démocratique du Congo et exportées au même moment que les marchandises à évaluer.
- b. Lors de l'application du présent article, la valeur en douane est déterminée en se référant à la valeur transactionnelle des marchandises identiques vendues au même niveau commercial et sensiblement dans la même quantité que les marchandises à évaluer. En l'absence de telles ventes, on se réfère à la valeur transactionnelle des marchandises identiques, vendues à un niveau commercial différent et/ou en quantité différente, ajustée pour tenir compte des différences que le niveau commercial et/ou la quantité auraient pu entraîner, à la condition de tels ajustements, qu'ils conduisent à une augmentation ou une diminution de la valeur, puissent se fonder sur des éléments de preuve produits établissant clairement qu'ils sont raisonnables et exacts.
2. Lorsque les coûts et frais visés au paragraphe 1 e) de l'article 5 sont compris dans la valeur transactionnelle, cette valeur est ajustée pour tenir compte des différences notables qui peuvent exister entre les coûts et frais afférents, d'une part aux marchandises identiques considérées, par suite des différences dans les distances et les modes de transport.
3. Si, lors de l'application du présent article, plus d'une valeur transactionnelle des marchandises identiques est constatée, on se réfère à la valeur transactionnelle la plus basse pour déterminer la valeur en douane des marchandises importées.
4. Lors de l'application du présent article, la douane se réfère, chaque fois que cela est possible, à une vente des marchandises identiques, réalisée au même niveau commercial et portant sensiblement sur la même quantité que la vente des marchandises à évaluer. En l'absence de telles ventes, il est possible de se référer à une vente des marchandises identiques réalisée dans l'une quelconque des trois situations suivantes :
- a. Vente au même niveau commercial, mais portant sur une quantité différente ;
- b. Vente à un niveau commercial, mais portant sensiblement sur une même quantité ; ou
- c. Vente à un niveau commercial différent et portant sur une quantité différente.
5. S'il y a eu vente constatée dans l'une quelconque de ces trois situations énoncées au paragraphe 4 ci-dessus, des ajustements seront opérés pour tenir compte selon le cas :
- a. Uniquement du facteur niveau commercial, ou
- b. Uniquement du facteur niveau commercial et du facteur quantité ;
- c. à la fois du facteur niveau commercial et du facteur quantité.
6. Aux fins de l'application du présent article, la valeur transactionnelle des marchandises importées identiques s'entend d'une valeur en douane préalablement acceptée par la douane selon l'article 4, ajustée conformément aux dispositions des paragraphes 1 b) et 2 ci-dessus.

Article 7 : Valeur transactionnelle des marchandises importées similaires

1. a. Si la valeur en douane des marchandises importées ne peut être déterminée par application des dispositions des articles 4 et 6, la valeur transactionnelle des marchandises similaires, vendues pour l'exportation à destination de la République Démocratique du Congo et exportées au même moment ou à peu près au même moment que les marchandises à évaluer.
- b. Lors de l'application du présent article, la valeur en douane est déterminée en se référant à la valeur transactionnelle des marchandises similaires, vendues au même niveau commercial et sensiblement dans la même quantité que les marchandises à évaluer. En l'absence de telles ventes, on se réfère à la valeur transactionnelle de marchandises similaires, vendues à un niveau commercial différent et/ou en quantité différente, ajustée pour tenir compte des différences que le niveau commercial et/ou la quantité auraient pu entraîner, à la condition que de tels ajustements, qui conduisent à une augmentation ou une diminution de la valeur, puissent se fonder sur des éléments de preuve produits établissant clairement qu'ils sont raisonnables et exacts.
2. Lorsque les coûts et frais visés au paragraphe 1 e) de l'article 5 sont compris dans la valeur transactionnelle, cette valeur est ajustée pour tenir compte des différences notables qui peuvent exister entre les coûts et frais afférents, d'une part aux marchandises importées, et d'autre part aux marchandises similaires considérées, par suite des différences dans les distances et les modes de transport.
3. Si, lors de l'application du présent article, plus d'une valeur transactionnelle des marchandises est constatée, on se réfère à la valeur transactionnelle la plus basse pour déterminer la valeur en douane des marchandises importées.
4. Lors de l'application du présent article, la douane se réfère, chaque fois que cela est possible, à une vente des marchandises similaires, réalisée au même niveau commercial et portant sensiblement sur la même quantité que la vente des marchandises à évaluer. En l'absence de telles ventes, il est possible de se référer à une vente des marchandises similaires dans l'une quelconque des trois situations suivantes :
- a. vente au même niveau commercial, mais portant sur une quantité différente ;
- b. vente à un niveau commercial différent, mais portant sensiblement sur une même quantité ; ou
- c. vente à un niveau commercial différent et portant sur une quantité différente.
5. S'il y a eu vente constatée dans l'une quelconque de ces trois situations énoncées au paragraphe 4 ci-dessus, des ajustements sont opérés pour tenir compte selon cas :
- a. uniquement du facteur quantité ;
- b. uniquement du facteur commercial ; ou
- c. à la fois du facteur niveau commercial et du facteur quantité.
6. Aux fins de l'application du présent article, la valeur transactionnelle des marchandises importées similaires s'entend d'une valeur en douane, préalablement acceptée par la douane selon l'article 4, ajustée conformément aux dispositions des paragraphes 1 b) et ci-dessus.

Article 8 : Valeur déductive

1. a. Si les marchandises importées, ou marchandises identiques ou similaires importées, sont vendues dans le territoire douanier de la République Démocratique du Congo à l'état où elles sont importées, la valeur en douane des marchandises importées, déterminée par application des

dispositions du présent article, est fondée sur le prix unitaire correspondant aux ventes des marchandises importées ou des marchandises identiques ou similaires importées totalisant la quantité la plus élevée, ainsi faite à des personnes non liées aux vendeurs, au moment ou à peu près au moment de l'importation des marchandises à évaluer, sous réserve des déductions rapportant aux éléments ci-après :

- I. Commissions généralement payées ou convenues, ou marges généralement pratiquées pour bénéfices et frais généraux relatifs aux ventes, en République Démocratique du Congo des marchandises importées de la même espèce ou de la même nature ;
 - II. frais habituels de transport et d'assurance, ainsi que frais connexes encourus dans le territoire de la République Démocratique du Congo ;
 - III. droits de douane et autres taxes nationales à payer dans le territoire douanier de la République Démocratique du Congo en raison de la vente des marchandises.
- b. Si, ni les marchandises importées, ni les marchandises identiques ou similaires importées, ne sont vendues au même moment ou à peu près au moment de l'importation des marchandises à évaluer, la valeur en douane est fondée, sous réserve par ailleurs des dispositions du paragraphe 1 a) du présent article, sur les prix unitaire auquel les marchandises importées, sont vendues en République Démocratique du Congo en l'état ou elles sont importées, à la date la plus proche qui suit l'importation des marchandises à évaluer, mais dans les 90 jours suivant cette importation.
2. Si, ni les marchandises importées, ni les marchandises identiques ou similaires importées, ne sont vendues en République Démocratique du Congo à l'état où elles sont importées, la valeur en douane est fondée, si l'importateur le demande, sur le prix unitaire le plus élevé, fait après ouvraison ou transformation ultérieure, à des personnes, dans le territoire douanier de la République Démocratique du Congo, qui ne sont pas liées aux vendeurs, compte dûment tenu de la valeur ajoutée par l'ouvraison ou la transformation et des déductions prévues au paragraphe 1 a) du présent article ;
3. Dans le présent article, le prix unitaire correspondant aux ventes des marchandises importées totalisant la quantité la plus élevée est le prix auquel le plus grand nombre d'unités est vendu, lors de vente à des personnes qui ne sont pas liées aux personnes auxquelles elles achètent les marchandises en question, au premier niveau commercial suivant l'importation auquel s'effectuent ces ventes ;
4. Une vente faite en République Démocratique du Congo, à une personne qui fournit, directement ou indirectement et sans frais ou à coût réduit, pour être utilisé dans la production et dans la vente pour l'exportation des marchandises importées, l'un quelconque des éléments énoncés à l'article 5 du paragraphe 1 b), ne devrait pas être pris en considération pour établir le prix unitaire aux fins de l'application du présent article.
5. Aux fins du paragraphe 1 b) de l'article 8, la « date la plus proche » est la date à laquelle des marchandises importées ou des marchandises identiques ou similaires importées sont vendues en quantité suffisante pour que le prix unitaire puisse être établi.

Article 9 : Valeur calculée

1. La valeur en douane des marchandises importées, déterminée par application des dispositions du présent article, est fondée sur une valeur calculée.

La valeur calculée est égale à la somme :

- a. du coût ou de la valeur des matières et des opérations de fabrication ou autres, mises en œuvre pour produire les marchandises importées
 - b. d'un montant pour les bénéfices et les frais généraux, égal à celui qui entre généralement dans les ventes des marchandises à évaluer, qui sont faites par des producteurs du pays de l'exportation pour l'exportation à destination de la République Démocratique du Congo ;
 - c. du coût ou de la valeur de toute dépense telle que repris au paragraphe 1 e) de l'article 5.
2. L'Administration des douanes ne peut requérir ou obliger une personne ne résidant pas sur le territoire de la République Démocratique du Congo de produire, pour l'examen, une comptabilité ou d'autres pièces, ou de permettre l'accès à une comptabilité ou à d'autres pièces, aux fins de la détermination d'une valeur calculée. Néanmoins, les renseignements communiqués par le producteur des marchandises aux fins de la détermination de la valeur en douane par application du présent article peuvent être vérifiés dans un autre pays que la République Démocratique du Congo, avec l'accord du producteur à la condition que ces autorités donnent un préavis suffisant au gouvernement du pays en question et ce dernier ne fasse pas opposition à l'enquête.
3. Le « coût ou la valeur » comprend le coût des éléments précisés au paragraphe 1 a) ii) et iii) de l'article 5. Il comprend aussi la valeur, imputée dans les propositions appropriées conformément aux dispositions réglementaires relatives à l'article 5. Il comprend aussi la valeur, imputée dans les propositions appropriées conformément aux dispositions réglementaires relatives à l'article 5, de tout élément spécifié au paragraphe 1 b) dudit article qui peut être fourni directement ou indirectement par l'acheteur pour être utilisé lors de la production des marchandises. La valeur des travaux spécifiés au paragraphe 1 b) iv) de l'article 5, qui sont exécutés en République Démocratique du Congo n'est incluse que dans la mesure où ces travaux sont mis à la charge du producteur.
4. Lorsque des renseignements autres que ceux qui sont fournis par le producteur ou en son nom sont utilisés afin de déterminer une valeur calculée, l'Administration des douanes informe l'importateur, s'il en fait la demande, de la source de ces renseignements, des données utilisées et des calculs effectués sur la base de ces données, sous réserve des dispositions de l'article 15.
5. Les « frais généraux » visés au paragraphe 1 b) de l'article 9, comprennent les coûts directs et indirects de la production et de la commercialisation des marchandises pour l'exportation qui ne sont pas inclus en vertu du paragraphe 1 a) dudit article.

Article 10 : Moyens raisonnables

1. Si la valeur en douane des marchandises importées ne peut être déterminée par application des articles 6, 7, 8 ou 9, elle est déterminée par des moyens raisonnables compatibles avec les principes et les dispositions générales de la présente loi et de l'article VII de l'Accord Général sur les Tarifs Douaniers et le commerce (GATT) de 1994 et sur base des données disponibles en République Démocratique du Congo ;
2. La valeur en douane déterminée par application du paragraphe 3 du présent article ne peut se fonder :
 - a. sur le prix de vente, en République Démocratique du Congo, des marchandises y produites ;
 - b. sur un système prévoyant l'acceptation à des fins douaniers, de la plus élevée de deux valeurs possibles ;
 - c. sur les prix des marchandises sur le marché intérieur du pays de l'exportation ;

- d. sur le coût de production, autres que les valeurs calculées qui ont été déterminées pour les marchandises identiques ou similaires conformément aux dispositions de l'article 9 ;
 - e. sur les prix des marchandises vendues pour l'exportation à destination d'un pays autre que la République Démocratique du Congo ;
 - f. sur des valeurs en douane minimales ; ou
 - g. sur des valeurs arbitraires ou fictives.
1. S'il en fait la demande, l'importateur est informé par écrit de la valeur en douane déterminée par application des dispositions du présent article et de la méthode utilisée pour la déterminer.

Chapitre 2 : Cas particuliers à l'importation

Article 11 : Valeur en douane des supports informatiques importés

Pour déterminer la valeur en douane des supports informatiques importés destinés à des équipements de traitement des données comportant des données ou des instructions, il n'est tenu compte que du coût ou de valeur du support informatique proprement dit.

Article 12 : Base imposable des marchandises réimportées ayant reçu une main d'œuvre à l'étranger.

La base imposable des marchandises réimportées après avoir reçu à l'étranger un complément de main-d'œuvre ou une réparation est la plus-value qu'elles ont acquise du fait de ladite main-d'œuvre ou de la dite réparation subie en dehors de la République Démocratique du Congo.

Article 13 : Collaboration avec les opérateurs économiques

L'Administrateur des douanes prend les dispositions nécessaires pour assurer la collaboration avec les importateurs, les producteurs, transporteurs et autres opérateurs économiques et commerciaux au sujet de la valeur en douane des marchandises.

Article 14 : Renseignements confidentiels

Tous les renseignements qui peuvent être de nature confidentielle, ou qui sont fournis à titre confidentiel aux fins de l'évaluation en douane, sont traités comme strictement confidentiel par les autorités concernées qui ne peuvent pas les divulguer sans l'autorisation expresse de la personne ou du gouvernement qui les a fournis, sauf dans la mesure où elles sont tenues de le faire dans le cadre des procédures judiciaires.

Article 15 : Droit d'appel

1. Si la valeur en douane déterminée par le service des douanes est contestée par un importateur, celui-ci a le droit d'interjeter appel d'abord devant une autorité supérieure de l'Administration des douanes, ensuite en dernier ressort devant les instances judiciaires.
2. Dans tous les cas évoqués ci-dessus, les droits d'appel n'entraînent, aucune pénalité à charge de l'importateur.
3. Notification de la décision rendue en appel est faite à l'appelant et les raisons de la décision sont exposées par écrit. L'appelant est également informé de tous droits éventuels à un appel ultérieur.
4. Nonobstant les droits d'appel, la Douane a le droit d'exiger que les droits de douane fixés soient acquittés avant que l'appel ne soit formulé.

Article 16 : Cautions

Si, au cours de la détermination de la valeur en douane des marchandises importées, il devient nécessaire de différer la détermination définitive de cette valeur, l'importateur des

marchandises peut néanmoins les retirer de la Douane, à condition de fournir, si demande lui en est faite. Une garantie suffisante sous la forme d'une caution, d'un dépôt ou d'un autre instrument approprié, couvrant l'acquittement des droits de douane dont les marchandises peuvent être passibles.

Article 17 : Justification écrite de la Douane

Sur demande présentée par écrit, l'importateur a le droit de se faire remettre par l'Administration des Douanes de la République Démocratique du Congo, une explication écrite de la manière dont la valeur en douane des marchandises importées par lui a été déterminée.

Article 18 : Prix unitaire des marchandises importées ayant subi une ouvraison

Pour la détermination de la valeur en douane par application du paragraphe 2 de l'article 8 des marchandises importées selon la méthode déductive, les dispositions des paragraphes 2,3,4, et 5 de l'article 8 s'appliquent, que la demande ait été faite par l'importateur ou non

L'Administration des Douanes se réserve le droit d'examiner au cas par cas, que l'importateur le demande ou non, le degré de la valeur ajoutée par l'ouvraison ou la transformation ultérieure des marchandises qui avaient été importées. Elle décide de l'opportunité de l'application de cette méthode d'évaluation.

TITRE III :

Déclaration de la valeur en douane

Article 19 : Déclaration en détail de la valeur en Douane.

1. Toutes les marchandises importées ou exportées de la République Démocratique du Congo doivent faire l'objet d'une déclaration en détail de la valeur en douane.
2. Le modèle et les conditions d'utilisation de cette déclaration douanière sont fixés par le Ministre ayant les Finances dans ses attributions.
3. Toutes les dispositions applicables à la déclaration douanière en détail prévues aux articles 5 à 8 du Décret du 29 janvier 1949 sont applicables à la déclaration en détail de la valeur en douane.

Article 20 : Cours de change

En vue de la détermination de la valeur en douane des marchandises importées ou exportées de la République Démocratique du Congo, le taux de change à utiliser est celui publié par la Banque Centrale du Congo (BCC), la veille du jour du dépôt de la déclaration en détail de la valeur en douane. Ce taux reflète, pour chaque période couverte par le cours publié, la valeur courante de la monnaie concernée dans les transactions commerciales, exprimée en franc congolais.

TITRE IV :

Contrôle en matière valeur en douane

Article 21 : Droit de vérification reconnu à la douane

1. Aucune disposition de la présente Loi interprétée comme restreignant ou contestant les droits de l'Administration des Douanes de s'assurer de la véracité ou déclaration présentée aux fins de l'évaluation en douane.
2. L'Administration des douanes peut demander à l'importateur de communiquer des justificatifs complémentaires, y compris des documents ou d'autres éléments de preuve, attestant que la valeur déclarée correspond au montant total effectivement payé ou à payer pour les marchandises importées, ajusté conformément aux dispositions de l'article 5.

3. Si après avoir reçu ces justificatifs complémentaires ou faute de réponse, l'Administration des douanes a encore des doutes raisonnables au sujet de la véracité ou de l'exactitude de la valeur déclarée, il pourra être considéré, compte tenu des dispositions de l'article 15 que la valeur en douane des marchandises importées ne peut pas être déterminée conformément aux dispositions de l'article 4 des marchandises.
4. L'Administration des Douanes dispose des pouvoirs prévus par la présente Loi et ses mesures d'application ainsi que d'autres législations connexes pour la vérification des renseignements donnés par les opérateurs économiques et toutes autres personnes de droit privé ou de droit public même étrangère, relatif à la déclaration et à la vérification de la valeur en douane des marchandises.
5. L'Administration des Douanes est autorisée, sous réserve de réciprocité, à fournir aux autorités compétentes des Pays étrangers, tous renseignements, certificats, procès-verbaux et autres documents, en vue de prévenir, de rechercher et de réprimer les infractions relatives à la Législation Douanière.

Article 22 : Contrôle de la valeur en douane

1. Le contrôle exercé en matière de valeur en douane dans le cadre de la présente Loi est du type mixte dans lequel le service central et le bureau régional de l'évaluation en douane se partagent les responsabilités en la matière.
2. Tous les documents commerciaux et douaniers pouvant servir au contrôle en matière de valeur en douane doivent être gardés à la disposition de l'Administration de douane pendant six ans.
3. L'Administration des douanes est dotée d'une structure et d'une organisation adéquate chargée du contrôle et du suivi en matière de la valeur en douane ainsi que du règlement des différents qui lui seront soumis concernant la valeur en douane des marchandises importées, en vue de l'application de la présente loi et de ses mesures d'application.
4. Cette structure statue soit par voie d'avis ou recommandations, soit par décisions exécutoires.
5. Ses décisions sont susceptibles de recours devant la Cour d'Appel, Section Administrative.

TITRE V :

Disposition transitoire

Article 23 :

Application différée de la méthode de la valeur calculée des marchandises importées

L'application de la méthode l'évaluation en douane des marchandises importées fondée sur la valeur calculée, telle qu'énoncée à l'article 9, est différée de 1 an à compter de l'entrée en vigueur de la présente Loi.

TITRE VI :

Dispositions finales

Article 24 :

La présente Loi abroge l'article 43 du Décret du 29 janvier 1949 coordonnant et révisant le régime douanier ainsi que toutes les dispositions antérieures qui lui sont contraires.

Article 25 :

Le Ministre ayant les finances dans ses attributions peut déléguer sa compétence à l'Administration des douanes lorsque les circonstances le justifient.

Article 26 :

La présente loi entre en vigueur trois mois à dater de sa promulgation.

Faite à Kinshasa, le 18 mars 2003.

Joseph Kabila.

Loi n° 010/03 du 18 mars 2003 portant modification de l'Ordonnance-loi n° 68/010 du 06 janvier 1968 relative aux droits d'accises et de consommation et au régime des boissons alcooliques

Exposé des motifs

La présente loi a l'avantage de répondre au double souci de la transparence et de l'efficacité dans le secteur pétrolier et de l'élargissement de l'assiette fiscale.

Il vise la consolidation de la fiscalité et la parafiscalité pétrolières dans trois prélèvements, à savoir : droits de douane, CCA et droits de consommation.

En dehors de ces prélèvements, les produits pétroliers ne seront soumis à aucune autre taxation.

L'ensemble des produits soumis au droits de consommation ; y compris les produits pétroliers seront assujettis à la CCA de 13%.

En ce qui concerne spécialement les huiles minérales, la loi prévoit que, les droits de douane soient calculés sur base de la valeur CAF (Coût Assurance et Fret) tandis que les droits de consommation sur base du Prix Moyen Frontière (PMF) fiscal, hors droits de douane. Cela permet de conserver le caractère spécifique de cet impôt.

Par ailleurs, la loi a le mérite de supprimer les droits de consommation sur certains produits à caractère social, à savoir : le ciment, le sucre et les allumettes.

Telle est l'économie de la loi modifiant l'Ordonnance-loi n° 68/010 du 6 janvier 1968.

Loi

L'Assemblée Constituante et Législative-Parlement de Transition a adopté,

Le Président de la République promulgue la Loi dont la teneur suit :

Article 1er :

L'article 7 paragraphe 1^{er} et l'article 12 litera G de l'Ordonnance-loi n° 68/010 du 06 janvier 1968 relative aux droits d'accises et de consommation et au régime des boissons alcooliques sont modifiés comme suit :

« Article 7 paragraphe 1^{er} :

- Les droits s'appliquant aux huiles minérales désignées ci-après sont fixés comme suit :

a) Avgaz	15%
b) Autres essences	25%
c) Pétrole lampant ou Kérosène	15%
d) Jet, A1	15%
e) Gasoil	25%
f) Gaz de pétrole	15%

- La base imposable des droits d'accises sur les Huiles minérales est le PMF fiscal, hors droits de douane ;

- Le PMF fiscal est déterminé par voie réglementaire ;

- A l'importation, outre les droits de douane, les Huiles minérales acquittent l'impôt sur le chiffre d'affaires et les droits de consommation ;
- A l'exception des droits et taxes prévus à l'alinéa ci-dessus, les produits visés à l'article 7 paragraphe 1er ne seront soumis à aucun autre prélèvement ou taxe, de quelle que nature que ce soit ».

Article 2 :

Est supprimé l'article 12 G.

Article 3 :

Sont abrogées, toutes les dispositions contraires à la présente loi.

Article 4 :

La présente loi entre en vigueur à la date de sa promulgation.

Fait à Kinshasa, le 18 mars 2003.

Joseph Kabila.

GOVERNEMENT

Ministère de l'Intérieur, Décentralisation et Sécurité

Arrêté ministériel n° 066/2003 du 24 septembre 2003 portant enregistrement d'un parti politique

Le Ministre de l'Intérieur, Décentralisation et Sécurité,

Vu la Constitution de la transition, spécialement en ses articles 11 et 91 ;

Vu la Loi n° 001/2001 du 17 mai 2001 portant organisation et fonctionnement des Partis et Regroupements politiques ;

Vu le décret n° 03/006 du 30 juin 2003 portant nomination des Ministres et Vices-Ministres du Gouvernement de Transition ;

Considérant la demande d'enregistrement introduite, en date du 25 août 2003 par messieurs Symphorien Tshilomba Katanga, Simon Victor Ependa Nkumu et Tharcisse Izu Omwetum au nom du Parti Politique dénommé : Solidarité pour la Paix et le Développement, en sigle « S.P.D. » auprès du Ministère de l'Intérieur, Décentralisation et Sécurité ;

Attendu que le dossier tel que présenté est conforme aux prescrits de la loi n° 001/2001 du 17 mai 2001 portant organisation et fonctionnement des partis et regroupements politiques ;

Que par conséquent, il y a lieu de faire droit à cette demande d'enregistrement ;

A R R E T E

Article 1^{er} :

Est enregistré le Parti Politique dénommé : Solidarité pour la Paix et le Développement, en sigle « S.P.D. ».

Article 2 :

Le présent arrêté sort ses effets à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le 24 septembre 2003.

Pr. Théophile Mbemba Fundu

Ministère de la Justice et Garde des Sceaux

Arrêté ministériel n° 314/CAB/MIN/J&GS/2003 du 20 mars 2003 accordant la personnalité juridique à l'association sans but lucratif dénommée congrégation des serviteurs de la charité » (Oeuvre Bienheureux Luigi Guanella)

Le Ministre de la Justice et Garde des Sceaux,

Vu, tel que modifié et complété à ce jour, le Décret-loi Constitutionnel n°003 du 27 mai 1997 relatif à l'organisation et à l'exercice du pouvoir en République Démocratique du Congo, spécialement en son article 36 ;

Vu la Loi n° 004/2001 du 20 juillet 2001 portant dispositions générales applicables aux Associations sans but lucratif et aux Etablissements d'utilité publique, spécialement en ses articles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 10 et 57 ;

Vu le Décret n° 0142/2002 du 17 novembre 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu la déclaration datée du 28 janvier 2002 émanant de la majorité des membres effectifs de l'association susvisée ;

Vu la requête en obtention de la personnalité juridique datée du 28 janvier 2002, introduite par l'association sans but lucratif dénommée « Congrégation des Serviteurs de la Charité » (Oeuvre Bienheureux Luigi Guanella).

Vu l'autorisation provisoire de fonctionnement n° MIN.AFF. SOC./CABMIN/021/2002 du 19 février 2002 du Ministère des Affaires Sociales.

A R R E T E

Article 1^{er} :

La personnalité juridique est accordée à l'association sans but lucratif non confessionnelle dénommée « Congrégation des Serviteurs de la Charité » (Oeuvre bienheureux Luigi Guanella) dont le siège social est établi à Kinshasa/Limete Industriel, 15^{ème} rue n° 7 en République Démocratique du Congo.

Cette association a pour buts de :

- S'occuper des personnes fragiles et abandonnées : les enfants et les jeunes vivant dans l'abandon matériel et moral, les personnes âgées qui toutes seules ne peuvent poursuivre leur chemin de vie, les insuffisants mentaux sans soins nécessaires et d'autres besoins émergents.
- Promouvoir et de diffuser la culture de la charité.

Article 2 :

Est approuvée la déclaration datée du 28 janvier 2002 par laquelle la majorité des membres effectifs de l'association sans but lucratif citée à l'article premier a désigné les personnes ci-après aux fonctions indiquées en regard de leurs noms :

1. R.P.P.P. Matarresse Guido: Représentant Légal;
2. R.P.P.P. Panaro Giacono : Représentant Légal Suppléant ;

Article 3 :

Le Secrétaire Général à la Justice est chargé de l'exécution du présent Arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le 20 mars 2003.

Maître Ngele Masudi

Ministère de la Justice et Garde des Sceaux

Arrêté ministériel n° 339/CAB/MIN/J&GS/2003 du 03 avril 2003 accordant la personnalité² juridique à l'association sans but lucratif dénommée « Sœurs du Cœur Immaculé de Marie de Kananga ».

Le Ministre de la Justice et Garde des Sceaux,

Vu, tel que modifié et complété à ce jour, le décret-loi constitutionnel n° 003 du 27 mai 1997 relatif à l'organisation et à l'exercice du pouvoir en République Démocratique du Congo, spécialement à son article 36 ;

Vu la loi n° 004/2001 du 20 juillet 2001 portant dispositions générales applicables aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique, spécialement en ses articles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 50 et 57 ;

Vu le décret n° 142/2002 du 17 novembre 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu la requête en obtention de la personnalité juridique en date du 1^{er} novembre 1998, introduite par l'association sans but lucratif dénommée « Sœurs du Cœur Immaculé de Marie de Kananga ».

A R R E T E

Article 1^{er} :

La personnalité juridique est accordée à l'association sans but lucratif dénommée « Sœurs du Cœur Immaculé de Marie de Kananga » en sigle « C.I.M.K. » dont le siège est fixé à Kananga, B.P. 70 Kananga, commune de Katoka, Paroisse Notre Dame, Kasai-Occidental, en République Démocratique du Congo.

Cette association a pour but la gloire de Dieu, le bien de l'Eglise, le salut des hommes et la sanctification de ses membres par l'observance des vœux, la vie de prière, la vie communautaire et la vie apostolique.

Article 2 :

Est approuvée la déclaration en date du 31 août 1995 par laquelle la majorité des membres effectifs de l'association sans but lucratif citée à l'article premier a désigné les personnes ci-après aux fonctions indiquées en regard de leurs noms :

1. Sœur Odie Katala : Supérieure Générale ;
2. Sœur Mbombo Betu : Vicairé Générale ;
3. Sœur Kapinga Mpesa : Secrétaire Générale ;
4. Sœur Maluvuabo Kabamba : Economé Générale ;
5. Sœur Mukengela Bakalowa : Conseillère Générale ;
6. Sœur Tshilonda Muakuya : Conseillère Générale ;
7. Sœur Mbuyi Tshibitshabu : Conseillère Générale.

Article 3 :

Le Secrétaire Général à la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature

Fait à Kinshasa le 03 avril 2003.

Maître Ngele Masudi

Ministère de la Justice et Garde des Sceaux

Arrêté ministériel n° 342/CAB/MIN/J&GS/2003 du 03 avril 2003 accordant la personnalité juridique à l'association sans but lucratif dénommée « Missionnaires de la Charité au Congo ».

Le Ministre de la Justice et Garde des Sceaux,

Vu, tel que modifié et complété à ce jour, le décret-loi constitutionnel n° 003 du 27 mai 1997 relatif à l'organisation et à l'exercice du pouvoir en République Démocratique du Congo, spécialement à son article 36 ;

Vu la loi n° 004/2001 du 20 juillet 2001 portant dispositions générales applicables aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique, spécialement en ses articles 1, 2, 3, 4, 7, 8 et 57 alinéa 3 ;

Vu le décret n° 142/2002 du 17 novembre 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu la déclaration du 05 octobre 2001 émanant de la majorité des membres effectifs de l'association sans but lucratif dénommée « Missionnaires de la Charité au Congo » ;

Vu la requête en obtention de la personnalité juridique en date du 05 octobre, introduite par l'association sans but lucratif précitée.

A R R E T E

Article 1^{er} :

La personnalité juridique est accordée à l'association sans but lucratif dénommée « Missionnaires de la Charité au Congo » dont le siège est fixé à Kinshasa, commune de Limete, quartier Salongo, rue Kimiala n° 24, en République Démocratique du Congo.

Cette association a pour but la charité sous toutes ses formes : crèches et centres pour enfant mal nourris, adultes tuberculeux, cliniques mobiles pour soins et traitement des maladies bénignes et des lépreux, centres de planning familial naturel pour les pauvres, centres d'alphabétisation pour enfants non scolarisés, centre de formation à un métier, distribution gratuite des nourritures et vêtements aux plus démunis, visites aux malades destitués et sidéens, visites dans des prisons. Promouvoir les intérêts des plus pauvres sur le plan moral, spirituel, intellectuel et social, bref, les plus pauvres d'entre les pauvres dans la ville de Kinshasa.

Article 2 :

Est approuvée la déclaration en date du 20 août 2002 par laquelle la majorité des membres effectifs de l'association sans but lucratif citée à l'article premier a désigné les personnes ci-après aux fonctions indiquées en regard de leurs noms :

- RR.SS.Diogo Soro Paola : Représentante Légale ;
- Pollayil Joseph Mary : Représentante Légale.

Article 3 :

Le Secrétaire Général à la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature

Fait à Kinshasa le 03 avril 2003.

Maître Ngele Masudi

Ministère de la Justice et Garde des Sceaux

Arrête ministériel n° 413/CAB/MIN/J&GS/2003 du 30 mai 2003 accordant la personnalité juridique à l'association sans but lucratif dénommée « Sœurs de Sainte Marie de Matadi » en sigle « S.S.M.M. »

Le Ministre de la Justice et Garde des Sceaux,

Vu la Constitution de la Transition spécialement en ses articles 200 et 203 ;

Vu la Loi n° 004/2001 du 20 juillet 2001 portant dispositions générales applicables aux Associations sans but lucratif et aux Etablissements d'utilité publique, spécialement en ses articles 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 57 ;

Vu le Décret n° 0142/2002 du 17 novembre 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu la requête en obtention de la personnalité juridique datée du 31 mars 2003 introduite par l'association sans but lucratif dénommée « Sœurs de Sainte Marie de Matadi » en sigle « S.S.M.M. » ;

Vu la déclaration du 06 mars 2003 émanant de la majorité des membres effectifs de l'association sans but lucratif susvisée ;

A R R E T E

Article 1^{er} :

La personnalité juridique est accordée à l'association sans but lucratif dénommée « Sœurs de Sainte Marie de Matadi » en sigle « S.S.M.M. » dont le siège social est établi à Matadi, Maison généralice Sœurs de sainte Marie de Matadi, Quartier Ville Haute dans la Commune de Matadi, dans la Province du Bas-Congo, en République Démocratique du Congo.

Cette association a pour buts :

- l'encadrement spirituel, moral et intellectuel de la jeunesse ;
- le dévouement aux œuvres liées à l'enseignement maternel, primaire, secondaire, universitaire ;
- d'assurer les soins de santé aux malades ;
- l'assistance caritative des démunis ;
- l'encadrement des groupes d'actions catholiques.

Article 2 :

Est approuvée la désignation en date du 06 mars 2003 par laquelle la majorité des membres effectifs de l'association sans but lucratif visée à l'article premier a désigné les personnes ci-après aux fonctions indiquées en regard de leurs noms :

- Nsamba Julienne : Administratrice ;
- Mayimona Honorine : Administratrice ;
- Diansiwa Séverine : Administratrice ;

Article 3 :

Le Secrétaire Général à la Justice est chargé de l'exécution du présent Arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le 30 mai 2003.

Maître Ngele Masudi

Ministère de la Justice et Garde des Sceaux

Arrêté ministériel n° 452/CAB/MIN/J&GS/2003 du 21 juin 2003 approuvant la nomination des personnes chargées de l'administration ou de la direction de l'association sans but lucratif dénommée « Archidiocèse de Bukavu »

Le Ministre de la Justice et Garde des Sceaux,

Vu la Constitution de la Transition, spécialement en ses articles 200 et 203 ;

Vu la Loi n° 004/2001 du 20 juillet 2001 portant dispositions générales applicables aux associations sans but lucratif et aux Etablissements d'utilité publique, spécialement en ses articles 10, 11 et 57 ;

Vu le Décret n° 142/2002 du 17 novembre 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu l'Arrêté royal du 14 juillet 1930 accordant la personnalité civile à l'association sans but lucratif « Association des Missionnaires d'Afrique (Pères Blancs) du vicariat apostolique du Kivu ;

Vu la déclaration datée du 25 février 2003 émanant de la majorité des membres effectifs de l'association sans but lucratif dénommée « Archidiocèse de Bukavu. »

A R R E T E

Article 1^{er} :

Est approuvée la déclaration en date du 25 février 2003 par laquelle la majorité des membres effectifs de l'association sans but lucratif « Archidiocèse de Bukavu » a désigné :

- Monseigneur Kambale Mbhoga Charles, Archevêque de Bukavu en remplacement de Monseigneur Kataliko Emmanuel, décédé le 04 octobre 2000 : Représentant Légal
- Monseigneur Maroy Rusengo Fr. Xavier, Vicaire Général de Bukavu en remplacement de Monseigneur Runiga Musanganya, démissionnaire : Représentant Légal ;
- Abbé Kadigi Chirhakarhula : Représentant Légal
- Monseigneur Gwamuhanya Birindwa, Vicaire épiscopal : Représentant Légal

Article 2 :

Le Secrétaire Général à la Justice est chargé de l'exécution du présent Arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le 21 Juin 2003

Maître Ngele Masudi

Ministère de la Justice et Garde des Sceaux

Arrêté ministériel n° 457/CAB/MIN/J&GS/2003 du 23 juin 2003 accordant la personnalité juridique à l'association sans but lucratif dénommée « Sœurs Somasques » (Filles de Saint Jérôme)

Le Ministre de la Justice et Garde des Sceaux,

Vu la constitution de la transition spécialement en ses articles 200 et 203 ;

Vu la loi n° 004/2001 du 20 juillet 2001 portant dispositions générales applicables aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique, spécialement en ses articles 1, 2, 4, 6, 7, 8, 49, 50, 52 et 57 alinéa 3 ;

Vu le décret n° 142/2002 du 17 novembre 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu la déclaration du 28 août 2001 émanant de la majorité des membres effectifs de l'association sans but lucratif dénommée « Sœurs Somasques » (Filles de Saint Jérôme) ;

Vu la requête en obtention de la personnalité juridique en date du 28 août 2001, introduite par l'association sans but lucratif précitée.

A R R E T E

Article 1^{er} :

La personnalité juridique est accordée à l'association sans but lucratif dénommée « Sœurs Somasques » (Filles de Saint Jérôme) dont le siège est fixé à Kinshasa/Kintambo, avenue de la Source n° 9, République Démocratique du Congo.

Cette association a pour but l'assistance religieuse, morale et éducative à la jeunesse abandonnée en construisant les maisons d'accueil et d'éducation destinées à cette jeunesse.

Article 2 :

Est approuvée la déclaration en date du 28 août 2001 par laquelle la majorité des membres effectifs de l'association sans but lucratif citée à l'article premier a désigné les personnes ci-après aux fonctions indiquées en regard de leurs noms :

- RR.SS. Attilia Benaglia : Représentante Légale ;
- Belotti Antonietta : représentante légale suppléante.

Article 3 :

Le Secrétaire Général à la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature

Fait à Kinshasa le 23 juin 2003.

Maître Ngele Masudi

Ministère de la Justice et Garde des Sceaux

Arrêté ministériel n° 467/CAB/MIN/J&GS/2003 du 24 juin 2003 accordant la personnalité juridique à l'association sans but lucratif dénommée « Congrégation des Missionnaires de la Mère Laura »

Le Ministre de la Justice et Garde des Sceaux,

Vu la Constitution de la Transition, spécialement en ses articles 200 et 203 ;

Vu la Loi n° 004/2001 du 20 juillet 2001 portant dispositions générales applicables aux associations sans but lucratif et aux Etablissements d'utilité publique, spécialement en ses articles 1, 2, 4, 6, 7, 8 et 57 alinéa 3 ;

Vu le décret n° 142/2002 du 17 novembre 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu la déclaration datée du 9 octobre 2000 émanant de la majorité des membres effectifs de l'association sans but lucratif dénommée « Congrégation des Missionnaires de la mère Laura. » ;

Vu la requête en obtention de la personnalité juridique introduite en date du 9 octobre 2000 par l'association précitée.

A R R E T E

Article 1^{er} :

La personnalité juridique est accordée à l'association sans but lucratif dénommée « Congrégation des Missionnaires de Mère Laura. » dont le siège est fixé à Lukala dans la province du Bas-Congo, B.P.7598 à Kinshasa en République Démocratique du Congo.

Cette association a pour buts :

- la pastorale éducative et catéchétique, les soins de santé à apporter aux malades (dispensaires, maternité), la formation d'animateurs et de futurs missionnaires autochtones, la promotion de la femme par des foyers sociaux et ateliers. Bref, la congrégation vise la formation intégrale de l'homme et de la femme.

Article 2 :

Est approuvée la déclaration datée du 09 octobre 2000 par laquelle la majorité des membres effectifs de l'association sans but lucratif visée à l'article premier a désigné les personnes ci-après aux fonctions indiquées en regard de leurs noms :

1. Bénito Maxi : Représentante Légale ;
2. Mesa Dioselina : Représentante Légale
3. Brazzilo Mireille : Représentante Légale

Article 3 :

Le Secrétaire Général à la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le 24 juin 2003

Maître Ngele Masudi

*Ministère de la Justice et Garde des Sceaux***Arrêté ministériel n° 473/CAB/MIN/J&GS/2003 du 24 juin 2003 approuvant la modification apportée aux statuts et la nomination d'une personne chargée de l'administration ou de la direction de l'association sans but lucratif « Pie Madri Della Nogrizia »***Le Ministre de la Justice et Garde des Sceaux,*

Vu la Constitution de la Transition spécialement en ses articles 200 et 203 ;

Vu la Loi n° 004/2001 du 20 juillet 2001 portant dispositions générales applicables aux Associations sans but lucratif et aux Etablissements d'utilité publique, spécialement en ses articles 10,11, 13 et 57 ;

Vu le Décret n° 142/2002 du 17 novembre 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu l'Arrêté Royal du 25 mars 1952 accordant la personnalité civile à l'association sans but lucratif « Pie Madri Della Nigrizia. » ;

Vu l'Arrêté Ministériel n°176/68 du 17 septembre 1968 approuvant les statuts et la nomination des personnes chargées de l'administration ou de la direction de l'association précitée ;

Vu l'Arrêté n° 0519 du 25 septembre 1982 approuvant la nomination des personnes chargées de l'administration ou de la direction de cette association ;

Vu les décisions et déclaration datées du 3 février 2000 émanant de la majorité des membres effectifs de l'association susvisée

A R R E T E**Article 1^{er} :**

Est approuvée la décision datée du 3 février 2000 par laquelle la majorité des membres effectifs de l'association sans but lucratif « Pie Madri della Nigrizia. » a apporté des modifications à l'article 6 de ses statuts datés du 18 mai 1968.

Article 2 :

Est approuvée la déclaration en date du 3 février 2000 par laquelle la majorité des membres effectifs de l'association citée à l'article premier a désigné la Révérende Sœur Corte Impérial Elisabeth, en qualité de représentante légale en remplacement de la Révérende Sœur Sacerdoti Anna, démissionnaire.

Article 3 :

Le Secrétaire Général à la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le 24 juin 2003.

Maître Ngele Masudi

*Ministère de la Justice et Garde des Sceaux***Arrêté ministériel n° 500/CAB/MIN/J&GS/2003 du 28 juin 2003 accordant la personnalité juridique à l'association sans but lucratif dénommée « Centre Evangélique la Présence de Dieu » en sigle « C.E.P.D. »***Le Ministre de la Justice et Garde des Sceaux,*

Vu la constitution de la transition spécialement en ses articles 200 et 203 ;

Vu la loi n° 004/2001 du 20 juillet 2001 portant dispositions générales applicables aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique, spécialement en ses articles 3, 4, 5, 6, 7, 49, 50 et 57 ;

Vu le Décret n° 0142/2002 du 17 novembre 2002 portant nomination des membres du gouvernement ;

Vu la déclaration du 08 janvier 2003 émanant de la majorité des membres effectifs de l'association sans but lucratif susvisée ;

Vu la requête en obtention de la personnalité juridique en date du 26 août 2002 introduite par l'association sans but lucratif confessionnelle dénommée « Centre Evangélique la Présence de Dieu » en sigle « C.E.P.D. » ;

A R R E T E**Article 1^{er} :**

La personnalité juridique est accordée à l'association sans but lucratif confessionnelle dénommée « Centre Evangélique la présence de DIEU » en sigle « C.E.P.D. » dont le siège social est établi au n° 174 de l'avenue colonel Mondjiba, commune de Ngaliema en République Démocratique du Congo.

Cette association a pour buts :

- l'évangélisation de tous ;
- la formation des disciples et la communion fraternelle ;
- ses méthodes sont :
 - la formation des membres ;
 - les réunions publiques (cultes, campagnes d'évangélisation, séminaires, cellules des maisons, études bibliques, conférences scientifiques, etc.) ;
 - les contacts personnels (agapè, évangélisation de porte à porte, affermissement, visites pastorales et disconales) ;
 - de préserver et développer la coopération en matière religieuse avec d'autres églises tant au niveau national qu'international.

Article 2 :

Est approuvée la déclaration en date du 08 janvier 2003 par laquelle la majorité des membres effectifs de l'association sans but lucratif visée à l'article premier, a désigné des personnes ci-après aux fonctions indiquées en regard de leurs noms :

- Pasteur Don Yves Kisukulu : Président Représentant Légal ;
- Monsieur Eddy Kisile K. : Administrateur ;
- Evangeliste Nathalie Lukenia : 2^{ème} Vice-président ;
- Madame Gisèle Bienga Nzuzi : Finances et Social.

Article 3 :

Le Secrétaire Général à la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le 28 juin 2003.

Maître Ngele Masudi

Ministère de la Justice

Arrête ministériel n° 519/CAB/MIN/J&GS/2003 du 23 septembre 2003 abrogeant l'arrête ministériel n° 187/CAB/MIN/J&GS/2002 du 11 novembre 2002 modifiant partiellement l'arrête n° 60/CAB/MIN/ J&GS/2001 du 06 décembre 2001 approuvant la nomination des personnes chargées de l'administration ou de la direction de l'association sans but lucratif confessionnelle dénommée «Eglise du Christ au Congo/31^{ème} Communauté presbytérienne au Congo» en sigle ECCE/31^{ème} CPC »

Le Ministre de la Justice,

Vu la Constitution de la transition, spécialement ses articles 91 et 203 ;

Vu la Loi n° 004/2001 du 20 juillet 2001 portant dispositions générales applicables aux associations sans but lucratif et aux Etablissements d'utilité publique, spécialement ses articles 10, 11, 13, 50 et 57 ;

Vu le Décret n° 03/025 du 16 septembre 2003 portant organisation et fonctionnement du Gouvernement, spécialement l'article 24 ;

Vu le Décret n° 03/27

Vu le Décret n° 03/06 du 30 juin 2003 portant nomination des Ministres et Vice- Ministres du Gouvernement de Transition ;

Vu l'Ordonnance du 1^{er} septembre 1960 accordant la personnalité civile à l'Association sans but lucratif dénommée « Eglise du Christ au Congo/31^{ème} Communauté Presbytérienne au Congo. » en sigle « E.C.C/31^{ème} C.P.C. » ;

Vu l'Arrête ministériel n° 187/CAB/MIN/J&GS/2002 du 1^{er} novembre 2002 modifiant partiellement l'arrête ministériel n° 60/CAB/MIN/J&GS/2001 du 06 décembre 2001 approuvant la nomination des personnes chargées de l'administration ou de la direction de l'association sans but lucratif confessionnelle dénommée «Eglise du Christ au Congo/31^{ème} Communauté Presbytérienne au Congo» en sigle « E.C.C/31^{ème} C.P.C. » ;

Vu le recours du Secrétaire Général de l'ECC/31^{ème} CPC introduit par sa lettre n° ECC/31^{ème}

CPC/SG/2002 du 30 novembre 2001 contre l'arrête susvisé en ce que celui-ci a reconnu en la personne du révérend Mbaya Tshiakanyi la qualité de représentant légal de l'ECC/31^{ème} CPC/Kasaï Oriental ;

Attendu que ce dernier a été révoqué et exclu de cette Communauté religieuse par l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue à l'IMCK/Tshikaji le 09 février 2001 pour manquements graves dans l'exercice de son mandat ;

Attendu que lors des mêmes assises, le Révérend Tshibemba Tshimpaka fut élu Représentant légal de l'ECC/31^{ème} CPC/Kasaï Oriental ;

Attendu que cette désignation fut confirmée par une résolution de l'assemblée générale Ordinaire de l'ECC/31^{ème} CPC tenue à Kananga du 10 au 13 décembre 2002 ;

Attendu que par Arrête n° 60/CAB/MIN/J&GS/2001 du 06 novembre 2001 fut approuvée la déclaration du 09 février 2001 par laquelle la majorité des membres effectifs de l'association sans but Lucratif ECC/31^{ème} CPC désigna les personnes chargées de la direction de celle-ci, dont le Révérend Tshibemba Tshimpaka, en qualité de Représentant légal ;

Attendu que la nouvelle direction de cette communauté religieuse administra l'association normalement et régulièrement depuis le 06 novembre 2001 jusqu'à la date du 01 novembre 2002 lorsque fut pris l'Arrête n° 187 ;

Attendu que cette dernière décision a semé la confusion dans les esprits des membres de la communauté en substituant le nom du représentant légal en la personne du Révérend Tshibemba Tshimpaka par celui du Révérend Mbaya Tshikanyi pourtant déjà déchu de son mandat ;

Attendu que ce dernier s'est saisi de cette entorse administrative pour reprendre la tête de l'association qu'il dirige sans aucun respect des normes au point que la Communauté est paralysée dans son fonctionnement et que l'ordre public ainsi que la sécurité des personnes et des biens sont gravement troublés dans les deux Kasaï ;

Attendu qu'il échet de mettre fin à la confusion créée et entretenue par l'arrête n° 187 en rétablissant l'ordre et la légalité ;

Revu l'arrête n° 60/CAB/MIN/J&GS/2001 du 06 décembre 2001 ;

A R R E T E**Article 1er :**

Est abrogée l'arrête n° 187/CAB/MIN/J&GS/2002 du 1^{er} novembre en ce qu'il reconnaît en la personne du Révérend Mbaya Tshiakanyi la qualité de Représentant de l'ECC/31^{ème} CPC/Kasaï Oriental.

Article 2 :

Le Secrétaire Général du Ministère de la Justice et garde des Sceaux est chargé de l'exécution du présent arrête qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le 23 septembre 2003.

Honorius Kisimba Ngoy

JOURNAL**OFFICIEL**

de la

République Démocratique du Congo

Cabinet du Président de la République

Conditions d'abonnement, d'achat du numéro et des insertions

Les demandes d'abonnement ainsi que celles relatives à l'achat de numéros séparés doivent être adressées au Service du Journal Officiel, Cabinet du Président de la République, B.P. 4117, Kinshasa 2.

Les montants correspondant au prix de l'abonnement, du numéro et des insertions payantes sont payés suivant le mode de paiement des sommes dues à l'Etat.

Les actes et documents quelconques à insérer au Journal Officiel doivent être envoyés au Journal Officiel de la République Démocratique du Congo, à Kinshasa/Gombe, Avenue Colonel Lukusa n° 7, soit par le Greffier du Tribunal s'il s'agit d'actes ou documents dont la loi prescrit la publication par ses soins, soit par les intéressés s'il s'agit d'acte ou documents dont la publication est faite à leur diligence.

Les abonnements sont annuels ; ils prennent cours au 1^{er} janvier et sont renouvelables au plus tard le 1^{er} décembre de l'année précédant celle à laquelle ils se rapportent.

Toute réclamation relative à l'abonnement ou aux insertions doit être adressée au Service du Journal Officiel, B.P. 4117, Kinshasa 2.

Les missions du Journal Officiel

Aux termes des articles 3 et 4 du Décret n° 046-A/2003 du 28 mars 2003 portant création, organisation et fonctionnement d'un service spécialisé dénommé «Journal Officiel de la République Démocratique du Congo», en abrégé «J.O.R.D.C. », le Journal Officiel a pour missions :

- 1°) la publication et la diffusion des textes législatifs et réglementaires pris par les Autorités compétentes conformément à la Constitution ;
- 2°) la publication et la diffusion des actes de procédure, des actes de sociétés, d'associations et de protêts, des partis politiques, des dessins et modèles industriels, des marques de fabrique, de commerce et de service ainsi que tout autre acte visé par la loi ;
- 3°) la mise à jour et la coordination des textes législatifs et réglementaires.

Il tient un fichier constituant une banque de données juridiques.

Le Journal Officiel est dépositaire de tous les documents imprimés par ses soins et en assure la diffusion aux conditions déterminées en accord avec le Directeur de Cabinet du Président de la République.

La subdivision du Journal Officiel

Subdivisée en quatre Parties, le Journal Officiel est le bulletin Officiel qui publie :

dans sa Première Partie (bimensuelle) :

- les textes légaux et réglementaires de la République Démocratique du Congo (les lois, les décrets-lois, les décrets et les arrêtés ministériels...)
- les actes de procédure (les assignations, les citations, les notifications, les requêtes, les jugements, arrêts...)
- les annonces et avis.

dans sa Deuxième Partie (bimensuelle) :

- les actes des sociétés (statuts, procès-verbaux des Assemblées Générales) ;
- les associations (statuts, décisions et déclarations) ;
- les protêts ;
- les statuts des partis politiques.

dans sa Troisième Partie (trimestrielle) :

- les brevets ;
- les dessins et modèles industriels ;
- les marques de fabrique, de commerce et de service.

dans sa Quatrième Partie (annuelle) :

- les tableaux chronologique et analytique des actes contenus respectivement dans le s Première et Deuxième Parties ;

numéros spéciaux (ponctuellement) :

- les textes légaux et réglementaires très recherchés.

Cette publication a été réalisée dans le cadre du projet
« Relance du Journal Officiel de la
République Démocratique du Congo »
avec la contribution financière
du Gouvernement italien
et l'appui technique de l'UNICRI
(Institut Interrégional de Recherche
des Nations Unies sur la Criminalité et la Justice).

Dépôt légal n° Y 3.0380-57132